

LOU PAPET

Gazette d'hier
et d'aujourd'hui
de 0 à 100 ans

Mandieu

Numéro - 6 -
Août - an 2011
Au prix unique de vous plaire
Publication municipale et conviviale

1901 : Un manduellois député !

Lorsque François naît le 14 avril 1866 dans la petite maison de l'impasse de la rue de Turenne où habitent Étienne Fournier et son épouse Marie Peyras, nul dans Manduel ne peut s'imaginer qu'il « montera un jour à Paris ».

Ces Fournier sont une famille de cultivateurs bien modestes et ne voient pas pour leurs enfants un avenir au-delà des limites du village. François va à l'école de garçons qui se situait alors rue Pasteur (bâtiment où est installée la crèche Les Calinoux). Il y reçoit l'enseignement des frères des Ecoles Chrétiennes. Il ne semble pas très attiré par les travaux de la terre, mais s'intéresse particulièrement à ce que fait le forgeron, les bruits du marteau sur l'enclume, le feu qui rougeoie au fond de la forge lorsque l'apprenti tire sur la chaîne du gros soufflet. Cela le passionne à un point tel qu'on le retrouve à l'âge de 17 ans à Nîmes et à Courbessac où il se lance dans l'apprentissage du métier de forgeron, mais aussi d'ajusteur. C'est décidé ! François ne reviendra pas à la terre. Une fois son apprentissage terminé, il décide d'entreprendre son « tour de France », pour mieux connaître son métier, mais aussi pour voir ailleurs quelle est la condition de travail des ouvriers. Déjà l'esprit du syndicalisme germe en lui. Il prend son bâton, son sac, dit au revoir à la famille et se dirige vers Lyon. Dans cette grande ville, il est reçu « Compagnon du Devoir » et prend pour nom « Languedoc-le-Résolu ». Il commence son périple par la Bourgogne, séjourne à Chalon-sur-Saône, Dijon, Gray va jusqu'à Paris et, s'il connaît bien la « pénibilité » du travail, il découvre des conditions de vie douloureuses et même la misère.

Le syndicaliste s'affirme

François, port accomplir son service militaire, comme tous les jeunes gens de son âge. A son retour, il cherche à s'installer dans le midi. C'est ainsi qu'en 1891, on le retrouve en Arles dans les ateliers de construction maritime Satre et Cie. Les discussions vont bon train dans ces ateliers ; François « createur clair et sympathique » n'a aucune peine à convaincre. Il est maintenant bien connu dans la ville d'Arles où il fonde avec quelques camarades, un groupe socialiste qui se donne pour nom : « Le Réveil Socialiste » qui prend rapidement de l'extension et d'importantes réunions politiques s'organisent.

Bien évidemment cette situation n'est pas vue d'un bon œil par le patron des ateliers de construction maritime, qui le licencie à cause de son militantisme. François ne se tient pas pour battu, il intente un procès à son employeur et le fait condamner pour renvoi abusif. Il entre alors aux ateliers des chemins de fer de la Camargue, où il poursuit son action syndicaliste et crée le journal « Le Travailleur » dont il est le principal rédacteur, prend part à la fondation du Syndicat des Employés de chemin de fer qui le délègue pour le représenter au Congrès de Paris.

François Fournier épouse à Boulbon Marie Martin et se fixe dans ce village où il s'installe à son compte comme maréchal-ferrant. De cette union naîtront trois filles : Suzanne, Aline et Joséphine. C'est l'aînée Suzanne, la poétesse qui restera jusqu'au bout très proche de son père. Il continue sa propagande socialiste, organise des réunions dans des villages environnants, Aramon, Beauchaire, Tarascon, etc. Non content de prendre la parole dans ces rassemblements, il prend aussi la plume et écrit dans divers journaux de gauche : « Le Combat social » de Nîmes, « Marseille socialiste » et « Le Petit Provençal » de Marseille et diffuse ses opinions et sa pensée bien au-delà du Midi, à Lyon dans « L'Avénir des Travailleurs » et « Le Peuple », jusqu'à Paris dans « L'Avénir Social » et « Le Parti ouvrier ».

François Fournier se lance dans la politique

Lors des élections législatives de 1898, François Fournier est désigné par le parti socialiste comme candidat dans la 1^{ère} circonscription de Nîmes. Bien qu'ayant obtenu une forte majorité au premier tour, il se retire laissant le champ libre au républicain Delon-Soubeyran et permet son élection contre M. le Comte de Bernis, député sortant, royaliste. Pour l'anecdote, c'est ce même Comte de Bernis qui, quelques mois plus tôt, lors d'une séance houleuse à la Chambre des députés sur l'affaire Dreyfus, avait bondi à la tribune pour frapper Jaurès. Quant à Delon-Soubeyran on lui prête ce lapsus : le député se plaignait, dans les couloirs de la Chambre, « d'un ongle incarné qui lui rentrerait dans la chair ». - « C'est un pléonasme ! » lui fit remarquer un collègue charitable. Le mot n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd ; le lendemain, il racontait à tout venant qu'il souffrait d'un « pléonasme ».

Trois ans plus tard, suite au décès de Delon-Soubeyran le 17 décembre 1900, François Fournier se présente à nouveau aux élections de 1901, toujours en tant que socialiste dans la même circonscription. La campagne électorale bat son plein et les journaux de droite soutenant le Comte de Bernis et ceux de gauche soutenant François Fournier font feu de tout bois et tirent à boulet rouge sur le candidat de son opposition.

« Le Combat social », journal nîmois de gauche, soutient bien évidemment la candidature de François Fournier, dix jours avant les élections, dans l'édition du 26 janvier 1901 peut lire ce portrait d'un lyrisme certes suranné, mais flamboyant :

Il est parti, du pas lourd et rythmique des travailleurs, pauvre - de la pauvreté de sa race - mais riche en féconds espoirs... Il a marché confiant et fort vers le soleil de justice - le rouge soleil qui tant de misères et de honte ont empourpré... Et, sur sa route à l'appel de son verbe, les fronts graves, les fronts des vaincus se sont relevés ! Il a fait passer le souffle de son âme de l'atelier et d'apôtre sur ces âmes engourdis, sur ces cerveaux trop longtemps comprimés et, comme sous les vents frémissants des épis, il a senti frissonner toute une moisson humaine...

Et l'étape lui parut courte, et les romées ne le blessèrent point au passage, et la poussière du chemin lui fit un arc-en-ciel d'argent, et les voix rudes des travailleurs après qu'il eut parlé, claironnèrent aux quatre vents de sa doctrine : 1898, 1901 !

Quel changement ! Quel triomphe ! Puissance irrésistible de l'idée ! Victoire éclatante du verbe !

Jean des ARMAS

François Fournier député

Au soir du 3 février la victoire du socialiste François Fournier est proclamée : par 8792 voix, contre 6712 au candidat royaliste M. le Comte de Bernis. Le lendemain, les journaux de gauche explosent de joie, tout comme les « rouges » de Manduel qui se montrent très fiers de l'élection de ce fils de paysan de Manduel. Ce fils de paysan fera son chemin, il est maintenant lancé dans le monde politique. Aux élections suivantes il sera élu chaque fois au second tour : en 1902 par 9.654 voix contre 9.566 à Joseph Ménard ; en 1906 (Socialistes unifiés) par 9.385 voix contre 8.699 à Joseph Ménard ; en 1910 (Républicain socialiste) par 8.129 voix contre 8.103 à Ernest Magne ; en 1914 (Républicain socialiste). François Fournier occupera sa place de député durant dix-huit ans.



(Document B.N.F.)

Pour lui, la vie va littéralement changer, adieu enclume, soufflet et marteau, après s'être impliqué dans la vie syndicaliste tout en tenant la forge à Boulbon, il veut à 35 ans, s'engager pleinement dans la vie politique. Il faut dire aussi que, dans la vie privée des événements sont survenus. Aline, a épousé un russe blanc et le couple s'est installé à Gand (Belgique). D'autre part, les allées et venues entre le midi et Paris ne sont pas encore très aisées en chemin de fer. Pour éviter ces contraintes et suivre plus facilement les débats à la Chambre des députés, François Fournier et sa fille Suzanne s'installent à Paris au 42 bis, avenue de Suffren dans le quinzisième arrondissement. Il profite des quelques moments de liberté que lui concède son investissement de député, pour reprendre le chemin des études, chemin qu'il n'avait pas suivi longtemps étant enfant. Il s'inscrit à la Faculté de Droit de Paris, on le voit, cartable sous le bras, se mêler aux jeunes étudiants et, à 40 ans il obtient son titre d'avocat. Il s'inscrit aussitôt à la Cour d'Appel de Paris. François Fournier ne se contentera pas de plaider à Paris. Fin mars 1916, il vient à Montpellier défendre un négociant accusé d'avoir livré des marchandises impropres à la consommation. En face de lui, représentant le ministère public se trouve Falgairrolles. Dix-huit ans plus tôt, ils s'étaient violemment affrontés lors de la campagne pour les élections législatives. Là, dans le prétoire ils échangèrent leurs arguments d'une façon plus posée. Par sa brillante plaidoirie, François Fournier assure la relaxe de son client, son acquittement complet, sans frais ni dépens.

Installé dans la capitale, notre manduellois n'oublie ni son village, ni ses origines méridionales. Il répond aux invitations des fêtes et banquets organisées par les diverses associations de méridionaux, comme les Enfants du Gard, le Gard à Paris ou La Brandade où il rencontre entre autres les frères gardois Baptiste Bonnet de Bellegarde et Michel Pons de Boullognaises.

En ces premières années du XX^{ème} siècle, les rapports entre la République française et le Vatican sont de plus en plus tendus. En 1904, les députés votent la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican. Depuis son élection à la Chambre de députés, François Fournier ne cachait pas ses opinions anticléricales, depuis fort longtemps il appelle les curés les « sacs à charbon ». Dès 1903, il les affiche au grand jour en proposant d'opérer des retenues sur les traitements des cardinaux, archevêques, évêques et curés, pour venir en aide aux pêcheurs bretons victimes du chômage. Quelques années plus tard, il intervient pour la suppression de l'enseignement congréganiste.

L'esprit, le cultiver, lui montrer la voie de l'honneur en lui donnant un sentiment de dignité...

«...améliorer la classe ouvrière et la faire profiter de merveilleux instruments de travail permettant de produire mieux et plus vite. Cela devrait donner plus de repos, plus de loisir et plus de bien être...»

Le regard qu'il a porté sur le milieu viticole et sur le monde ouvrier, sur son département du Gard, ne l'empêche pas de voir beaucoup plus loin. Il s'inquiète même de certains événements internationaux qui risquent de mettre en péril la sécurité du monde. C'est ainsi que les 5 et 19 juin 1913, il soutient devant la Chambre des députés «... la proposition de résolution initiant le gouvernement à prendre l'initiative de négociations diplomatiques, en vue d'émener l'organisation d'un Parlement international ayant pour objet d'élaborer une législation pour tout ce qui a trait aux rapports de droit entre les nations, d'établir des règles d'après lesquelles seront solutionnés les conflits internationaux et de fixer aussi des mesures propres à limiter les armements...». Plus loin, dans son intervention il a ses paroles visionnaires : «... nous vivons des périodes angoissantes et nous sommes toujours en butte aux trames mortelles des visions effroyables d'une guerre menaçante...»

Le dernier mandat

Les craintes de François Fournier ne sont pas vaines, la guerre, celle que l'histoire appellera la « Grande » éclate, un an plus tard, le 3 août 1914, l'Allemagne déclarant la guerre à la Serbie et à la France. Durant toute cette période le député François Fournier parcourt le Gard et même la France entière pour des réunions politiques, mais aussi pour présenter sa fille Suzanne, la poétesse qui vient de faire éditer un recueil de poèmes : « D'Amour et de guerre ». Si le père n'oublie pas son village natal, la fille non plus, car elle envoie à Manduel, son livre au frère Antoine Béraud dont les deux fils sont à la guerre. Et à 75 ans le frère lui adresse ses compliments en vers et en provençal.

En février 1916, il intervient à la Chambre contre le projet de loi qui interdirait aux militaires et gradés, l'accès des cafés, bars, débits de boissons et restaurants. Quelques mois plus tard il est à Nîmes, à la Maison du Peuple pour donner une importante conférence « Un voyage en Orient ». En effet, il avait été missionné par le gouvernement vers les Dardanelles et Salonique.

Cette sombre période ne ralentit pas l'ardeur du député, bien au contraire. Et lorsque la guerre s'achève, François Fournier prépare sa campagne électorale, car il va se présenter pour la sixième fois en tant que député du Gard. Hélas, le 16 novembre 1919, il n'arrive qu'en cinquième position sur la liste d'Entente républicaine et... c'est justement lui qui avait réclamé l'instauration du scrutin de liste. François Fournier s'implique alors à fond dans sa profession d'avocat et ce jusqu'à ce que l'heure de la retraite sonne.

Une fin tragique

François Fournier quitte alors Paris et vient s'installer avec sa fille Suzanne, dans l'appartement qu'il avait acheté à Nîmes peu avant la guerre de 14/18. Il est proche du village et ne manque pas de revenir souvent à Manduel, dans la modeste maison de ses parents qui lui sert de « résidence secondaire » comme l'on dit maintenant. C'est l'occasion de rencontrer de vieilles connaissances et surtout son frère Henri qui avait épousé une manduelloise, Léonie Béchard, et qui après des années vécues à Montluçon était revenu à Manduel pour tenir le bureau de tabac.

